



« UNE SOCIÉTÉ CIVILE PLUS FORTE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE »

TEXTE FONDATEUR - VOXPUBLIC - SEPTEMBRE 2015

Ce texte fondateur a été rédigé et débattu collectivement par la trentaine de personnes réunies lors de la première réunion de l'[Agora](#) (13/09/15), quelques mois avant la création officielle de VoxPublic.

La France s'installe dans une crise sociale, économique et politique profonde. Des millions de personnes en France ne peuvent jouir des droits que la République devrait leur garantir.

L'extrême pauvreté (en particulier pour des millions de chômeurs) et les inégalités sociales s'aggravent. **Les injustices sociales** (accès à l'éducation, à la santé, à la culture...), pourtant pointées du doigt depuis longtemps, perdurent.

Les discriminations et le racisme demeurent une réalité quotidienne pour des millions de personnes à cause de leurs origines, de leur couleur de peau, de leur nom, de leur lieu de résidence, de leur religion, de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur handicap ou de leur âge.

La crise de confiance des citoyens à l'égard des partis politiques, de la haute technocratie, des décideurs politiques est profonde. Pour beaucoup de citoyens, l'État et de ses plus hauts représentants ne se comportent pas de façon exemplaire, pris dans des **conflits d'intérêts** et parfois dans des systèmes de **corruption**, et souvent déconnectés du quotidien de la majorité des citoyens.

Pour contrebalancer les effets inégalitaires inéluctables d'un système économique néolibéral, **l'État ne joue pas assez son rôle de régulation, de redistribution, de**

garant de l'égalité des chances. Faute de propositions législatives ambitieuses et courageuses, faute de décisions politiques concrètes qui pèseraient en faveur des défavorisés et des minorités exclues, à cause de décrets scélérats qui détournent ou vident le sens de certaines avancées législatives importantes, à cause de blocages à l'échelon des administrations qui empêchent des centaines de milliers d'exclus de faire valoir leurs droits, l'État est de moins en moins perçu comme étant au service de l'intérêt général.

Enfin, peu de médias offrent des espaces d'expression réguliers à des acteurs de la société civile. Avec la marchandisation de la communication et la financiarisation de l'économie, beaucoup d'acteurs économiques (entreprises, médias) **ont renoncé à assumer une responsabilité "citoyenne" dans la société.**

“LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE”: LA BOUSSOLE DU PROGRES SOCIAL

Depuis de nombreuses années, **notre pays ne progresse plus dans le “vivre ensemble”** - c'est à dire dans l'acceptation de son identité multiculturelle - et vers une plus grande “cohésion sociale” – c'est à dire dans la mise en œuvre de politiques visant à inverser le creusement des inégalités. Les attentats de janvier et novembre 2015 ont, eux, davantage exacerbé le sentiment d'insécurité que celui de fraternité.

Lorsque des échéances électorales importantes approchent, des responsables politiques de premier plan ont **recours aux discours populistes**, désignent des boucs-émissaires (migrants, demandeurs d'asile, population immigrée, musulmans, Roms, pauvres, jeunes...) aboutissant à dresser une partie de la population contre une autre, et se refusent à porter une vision de la France, et plus largement de l'Union européenne, qui soit conforme à l'esprit de la devise de la République : **liberté, égalité, fraternité.**

Dans ce contexte, de plus en plus de citoyens choisissent d'exprimer leur mécontentement, parfois leur désespoir, par **le choix de l'abstention ou par celui d'un vote protestataire** incarné par l'extrême-droite.

OBTENIR DES “VICTOIRES” EN FAVEUR DE L'INTERET GENERAL

Les organisations de la société civile (OSC) françaises et toute une série d'acteurs (universitaires, journalistes...) disposent d'une forte expertise mais **ont du mal à faire passer leurs messages** dans l'espace public et à convaincre les décideurs de la pertinence de leurs propositions.

Il existe des plateformes, des fédérations, des collectifs d'OSC – en particulier sur les questions d'exclusion sociale, de la pauvreté, des droits des étrangers- mais leurs **propositions sont trop rarement prises en compte par les décideurs.** Il existe aussi des milliers d'initiatives locales, réunissant associations et citoyens, qui peinent à obtenir des victoires dans leurs combats pour les droits des plus vulnérables. Beaucoup ont la

volonté de mener des actions de plaidoyer auprès des décideurs mais ont du mal à atteindre leurs objectifs. Ces faiblesses limitent leur capacité à lutter contre les tendances décrites ci-dessus via des campagnes efficaces qui **amèneraient les décideurs politiques à donner la priorité à la protection des droits** et non à des lois, des politiques ou des pratiques qui restreignent les droits et les libertés des exclus et plus largement qui ne répondent pas aux attentes et besoins des citoyens.

Les OSC sont aussi **fragilisées par leur manque de ressources financières**, compte tenu non seulement de la baisse des budgets de l'État et des collectivités territoriales, mais aussi des conditionnalités posées à ces budgets. La mise en concurrence et l'autocensure ont aussi des effets délétères qui entravent la parole et l'action collective. Par ailleurs, les bailleurs de fonds publics tolèrent mal les acteurs de la société civile qui usent de leur liberté de parole alors qu'ils dépendent d'eux financièrement. Plus généralement, en dépit de la richesse des expériences et de l'expertise de la société civile, l'État et les autorités qui l'incarnent – nationalement et localement – ont toujours **du mal à accepter les critiques des OSC** et à considérer ces acteurs comme des sources d'inspiration et non comme une source de problèmes.

De leur côté, les OSC ont bien du mal à **obtenir les "victoires" en faveur de l'intérêt général** (car lutter contre les injustices et les discriminations, ce n'est pas favoriser une partie de la population au détriment d'une autre, c'est favoriser l'intérêt général). Il est donc indispensable en France de renforcer l'interaction entre citoyens, OSC et décideurs politiques et administratifs. Cette interaction peut prendre de multiples formes, depuis la dénonciation jusqu'à la co-réflexion sur les politiques publiques, en passant par des processus de dialogue respectueux de l'expertise et des responsabilités de chacun ou bien des contentieux judiciaires.

Les outils à la disposition des OSC pour faire passer leurs messages n'ont jamais été aussi nombreux, accessibles au plus grand nombre. **Les formes d'engagement citoyen**, de militantisme ont beaucoup évolué et il faut aujourd'hui combiner formes dites « traditionnelles » et les modes d'expression sur l'internet.

C'est à cet objectif de renforcement des acteurs de la société civile, locaux, régionaux et nationaux, engagés dans des actions de plaidoyer contre les injustices sociales, les discriminations, la corruption et les conflits d'intérêt, que VoxPublic entend donc contribuer.

*[L'Agora de VoxPublic](#)
Paris, le 13 septembre 2015*